

Hugo Avvenire

Hugo.avvenire@univ-poitiers.fr



CURRICULUM VITAE

CHAMPS DE RECHERCHE

Domaines de recherches : Droit des libertés fondamentales, Droit administratif, Théorie du droit, Droit de l'environnement.

Domaine de spécialisation : *La modulation dans l'espace* du régime des libertés.

FORMATION UNIVERSITAIRE

2024 **Qualifié** aux fonctions de Maître de Conférence en droit public (Section 02).

2022 **Doctorat**, Université Toulouse 1 Capitole.

Titre : *Le concept d'espace public. Contribution à une théorie de la spatialisation du régime des libertés*. Soutenue le 14 décembre 2022 à l'Université Toulouse Capitole. Autorisation de publication en l'état.

2017 **Master 2** mention Droit International et Droit Européen parcours type Droits des Libertés, Université Toulouse 1 Capitole, mention Bien.

2015 **Master 2** Droit public fondamental, Université de Bordeaux, mention Assez Bien.

FONCTIONS

- 2024 - ... **Maître de conférences en droit public**, Université de Poitiers.
- 2023 – 2024 **Enseignant-chercheur contractuel en droit public (LRU)**, Classé 1^{er}, Université de Bordeaux.
- 2020 – 2023 **Chercheur associé au Laboratoire des Sciences Sociales du Politique (LaSSP)**, IEP de Toulouse.
- 2020 – 2022 **Attaché temporaire d’enseignement et de recherche**, IEP de Toulouse.
- 2017 – 2020 **Doctorant contractuel**, Université Toulouse 1 Capitole.

ACTIVITÉS D’ENSEIGNEMENT

COURS MAGISTRAUX

- **Droit administratif de l’environnement M2 (9h)**, Université de Bordeaux, 2023-2024.
- **Contentieux administratif L3 (35h)**, Université de Bordeaux, 2023-2024.
- **Droit public économique L3 (24,5h)**, Université de Bordeaux, 2023-2024.
- **Droit des finances publiques L2 (20h)**, Université de Bordeaux, 2023-2024.
- **Droit et cultures L1 (20h)**, Université de Bordeaux, 2023-2024.

TRAVAUX DIRIGÉS

- **Droit public économique 3^{ème} année de BUT (33h)**, IUT de Poitier, 2024-2025.
- **Droit des institutions administratives 1^{ère} année de BUT (31,5h)**, IUT de Poitier, 2024-2025.
- **Droit budgétaire L3 (15h)**, Université de Bordeaux, 2023-2024.
- **Droit des libertés L3 (40,5h)**, Université Toulouse I Capitole, 2019-2020.
- **Droit international public L2 (81h)**, Institut d’étude politique de Toulouse 2021-2022.
- **Droit administratif L2 (183h)**, Université de Bordeaux (2023-2024), Institut d’étude politique de Toulouse (2021-2022), Université Toulouse I Capitole, (2017-2020).
- **Droit constitutionnel L1 (85,5h)**, Université Toulouse I Capitole, 2017-2019.

RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES, ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

Responsabilités pédagogiques :

- **Préparation au concours INSP-INET** (Prépa Talent), Université de Bordeaux, 2024.
- **Coordinateur de l'équipe pédagogique** de Mme la Professeure **Laure ORTIZ** (Droit international – 2020) et de Mme **Delphine ESPAGNO-ABADIE** (Droit administratif – 2021).
- **Préparateur au Grand Oral** du Diplôme de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse, 2021.
- **Examineur du concours à l'admissibilité** en 4^e années à l'Institut d'Études Politiques de Toulouse, 2021 et 2022.
- **Examineur dans le cadre du DU Collège Supérieur de droit**, Faculté de Droit et Science Politique de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2018–2020.

Responsabilités administratives :

- **Représentant des doctorants** au Conseil de laboratoire de l'Institut Maurice Hauriou (IMH), Université Toulouse 1 Capitole, 2019-2022.

Responsabilités scientifiques :

- **Membre du Comité organisateur du XII^{ème} Congrès de l'AFDC**, Poitiers, 2026.
- **Co-direction du colloque** avec S. Jolivet, *Le droit administratif des biens face à la protection de la nature*, Poitiers, février 2026.
- **Co-direction du colloque** avec M. Carniama, *Le droit administratif du chômage*, Bordeaux, 3 mai 2024.
- **Co-organisateur scientifique et administratif du colloque** du Laboratoire des Sciences Sociales du Politique (LaSSP), *Penser les normes*, le 3 septembre 2021.
- **Co-organisateur scientifique** avec l'Association des Doctorants et Docteurs de l'Institut Maurice Hauriou (ADDIMH) de deux **séminaires doctoraux**, *Épistémologie juridique*, le 22 janvier et le 19 février 2020.

ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

Ouvrages :

1. *Le concept d'espace public. Contribution à une théorie de la spatialisation du régime des libertés*, Mare&Martin, publication en 2025.
2. *Le droit administratif du chômage. Les mutations du service public de l'emploi*, IFJD, publication en 2025.

Articles publiés :

3. « Existe-t-il des limites à la privatisation des espaces publics ? Réflexion sur les enjeux de la publicisation des espaces », dans M. Cirotteau (dir.), *La privatisation de l'espace public*, L'Harmattan, à paraître.
4. « La doctrine du risque déontologique de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique : essai de compliance administrative », dans E. Debaets, V. Palma-Amalric et J. Schmitz (dir.), *La doctrine des autorités administratives indépendantes. Vers un renouvellement du droit des libertés*, Mare & Martin, à paraître.
5. « Normes de véracité et ignorances dans le droit parlementaire, la quadrature du cercle de la démocratie représentative », *L'ignorance, les sciences et le droit, Cahiers Droit, Sciences & Technologies*, à paraître.
6. « Les paradoxes de l'exercice de la liberté d'expression dans les espaces publics en temps de crise sanitaire », dans B. Cherubini et C. Faugère (dir.), *Liberté d'expression et pandémie*, Les cahiers de l'OPPEE, n°5, 2024.
7. « La planification écologique à l'épreuve des principes budgétaires », *RFFP*, 2024, p. 167.
8. « La délimitation des biens publics immobiliers », *RFDA*, 2023, p. 867.
9. « Démocratie, constitution et vérité : divorce ou malentendu ? », publié sur le site du Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, 2023, 29 pages, [en ligne].
10. « La protection du principe européen de dignité du travailleur détenu, histoire d'un aller et retour », *Quelle normalisation de la relation de travail en prison ? Enjeux et perspectives d'une réforme*, Julia SCHMITZ et Marie-Cécile AMAUGER-LATTES, IFJD, 2022, pp. 95-116.
11. « La clarté des actes administratifs, une norme du concept d'État de droit », *Les cahiers Jean Monnet, L'État de droit, lo stato di diritto, the rule of law*, n°6, Presse universitaire de Toulouse 1 Capitole, 2020, pp. 539-562.
12. « La ville et la répression des sans-abris : analyser le mobilier urbain comme dispositif spatial discriminatoire », *Les cahiers de la Lutte Contre la Discrimination, Le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations*, Arnaud ALESSANDRIN et Johanna DAGORN, MSHA, 2021, pp. 111-120.

Notes :

13. « Conseil constitutionnel français, 28 mai 2024, Mohamed K. – Le droit de s'alimenter de l'étranger retenu : une première application positive du principe constitutionnel de protection de la dignité humaine », *Cahiers de l'EDEM*, septembre 2024, p. 8.
14. « Vers une aide juridictionnelle universelle ? Note sous Décision QPC 28 mai 2024 M. Diabe S. et autres », *AJDA*, 2024, p. 1821.
15. « Note sous Décision n° 2023-1066 QPC du 27 octobre 2023, Association Meuse nature environnement et autres », *RDP*, 2024, p. 113.
16. « Knock knock, who is it ? Note sous Décision n° 2023-1059 QPC du 14 septembre 2023, M. Franck G », *AJDA*, 2023, p. 2299.
17. « Tour de passe-passe sanitaire ? Note sous Conseil d'État, 6 juillet 2021, n° 453505 », *AJDA*, 2021, p. 2415.
18. « Stationnement des gens du voyage. Note sous Conseil d'État, 23 décembre 2020, n° 430064 », *AJDA*, 2021, p. 1049.
19. « Prisons indignes et référés inefficaces : la France sommée de revoir ses règles. Note sous CEDH, 30 janvier 2020, J.M.B c. France, n° 9671/15 », *AJDA*, 2020, p. 1064.
20. « Le couvre-feu imposé aux mineurs à Béziers n'était pas justifié. Note sous Conseil d'État, 6 juin 2018, n° 410774 », *AJDA*, 2018, p. 2155.

Communications :

21. « “Promenons-nous dans les bois …” : La liberté d'aller et venir dans les espaces publics naturels » Colloque de l'Université Clermont Auvergne, *Mobilité et changement climatique*, Clermont-Ferrand, 19-20 juin 2025.
22. « “Pour être, il faut être quelque part”. Contribution de la spatialisation du droit à la théorie de la liberté », *Colloque de la RDLF*, Toulouse, 13-14 mars 2025.
23. « Les droits essentiels de la personne humaine : le droit de répondre à ses besoins au prisme du droit des générations futures », Colloque de l'Université Le Havre Normandie, *L'émergence des « droits essentiels »*, Le Havre, 20-21 mars 2025.
24. « Espèces d'espaces. Contribution à une théorie juridique des concepts spatiaux », *Rencontres de la SFPJ*, Strasbourg, 26-27 septembre 2024.

25. « Existe-t-il des limites à la privatisation des espaces publics ? », *Crises et Défis du droit public*, ICON-S France, Nanterre, 5 juillet 2024.
26. « Vers une approche du droit administratif du chômage », Colloque de l'Institut Léon Duguit, *Le droit administratif du chômage. Les mutations du service public de l'emploi*, Bordeaux, 3 mai 2024.
27. « La procédure parlementaire à l'épreuve de l'exigence de véracité, la quadrature du cercle de la démocratie représentative », Colloque de l'Université d'Aix Marseille, L'ignorance, les sciences et le droit, Aix-en-Provence, 25-26 janvier 2024.
28. « Exercer la liberté d'expression dans les espaces publics en temps de crise sanitaire », Journée d'étude de l'Observatoire des politiques publiques et situation d'épidémie et post-épidémique, CNRS et COLIBEX, Bordeaux, 16 novembre 2023.
29. « Démocratie, constitution et vérité : divorce ou malentendu ? », Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, Axe *Mutations de la démocratie*, Toulon, 15-17 juin 2023.
30. « L'égalité est-elle discriminatoire ? », Colloque du Master de droit des Libertés de Toulouse *Les valeurs de la République*, Toulouse, 3 mars 2022.
31. « La clarté des actes administratifs, une norme du concept d'Etat de droit » Ateliers doctoraux 2019 *L'État de droit/The Rule of Law* de l'École Européenne de Droit - ESL, Centre d'Excellence Europe Capitole-CEEC, Milan, 4 et 5 juillet 2019.
32. « Les aménagements urbains anti-mendicité face au principe de non-discrimination », Colloque *Le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations* de l'Université de Bordeaux, la ville de Bordeaux et l'association ARESVI, 23-24 avril 2018.

Chroniques relatives aux Autorités administratives indépendantes :

33. « CGLPL : Les recommandations minimales pour le respect de la dignité et des droits fondamentaux des personnes privées de liberté, l'émergence d'une doctrine », *les Petites affiches*, 1 juin 2021, n°200, p. 66.
34. « CGPL : les droits fondamentaux des personnes privées de liberté à l'épreuve de la crise sanitaire », *les Petites affiches*, 7 avril 2021, n°69, p. 11.
35. « CNCDH : Avis sur le projet de traité sur les sociétés transnationales et les autres entreprises et les droits de l'Homme », *les Petites affiches*, 1 mars 2021, n°42, p. 12.

36. « CNCDH et DDD : Retour sur les 30 ans de la convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE) », *les Petites affiches*, 1 mars 2021, n°42 p. 12.
37. « CNCDH : Contribution au projet de traité contraignant sur les entreprises et les droits de l'Homme, 29 avril 2019 », *les Petites affiches*, 15 juin 2020, n° 119, p. 15.
38. « CNCDH : avis relatif à l'approche fondée sur les droits de l'Homme », *les Petites affiches*, 25 juin 2019, n°126, p. 5.

Recherches collectives :

39. « *L'acceptation sociale de la restriction des libertés dans le contexte de la pandémie de Covid-19* », Projet de la Mission Droit et Justice et de l'Institut des sciences humaines et sociales (InSHS-CNRS), en cours depuis 2021.

Discutant :

40. Journée d'étude à Créteil *Espace public, espace de droits*, organisée par l'UPEC, 30 janvier 2025.
41. Séminaire sur l'ouvrage de Gilles PINSON « *La Ville Néolibérale* » (en présence de l'auteur) organisé par Science Po Toulouse, Toulouse, 2 avril 2021.
42. École d'été des droits humains *Les libertés politiques*, organisée par le CREDOF, du 27 au 30 août 2020.
43. Journée d'étude à Aix-en-Provence *Épistémologies et méthodologies [juridiques] en perspectives postcoloniales*, organisée par l'Université de Bordeaux et l'Université Aix-Marseille, 28 novembre 2018.
44. 8^{ème} Semaine doctorale intensive, organisée par l'École doctorale de droit de Sciences Po et l'École doctorale Droit et Sciences Politique de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, du 18 au 23 juin 2018.

FORMATIONS PROFESSIONNELLES

L'intégration des enjeux de transition dans la formation des étudiants, organisée par l'Université de Bordeaux les 17 et 19 avril 2024.

Formation professionnelle *Violences sexistes et sexuelles : Repérer, comprendre et agir*, organisée par l'Institut d'Études Politiques de Toulouse le 21 juin 2021.